

MANIFESTE



Pour accélérer la
Transition Ecologique et Solidaire

POUR PLUS DE COHERENCE

Pour des systèmes alimentaires durables et résilients

**10 ORGANISATIONS
PARTENAIRES**

Un nouveau récit pour l'avenir

DES ENGAGEMENTS

REORIENTER L'EDUCATION

MAI 2019

Publié par le Réseau Transition ASBL
19, rue du Marteau à 1000 Bruxelles
Mail : info@transitionnow.be
Web : www.transitionnow.be

Equipe de rédaction : Josué Dusoulier, Pauline Steisel

Ont collaboré : Bénédicte Allaert, Eleonore Barrelet, Antoinette Brouyaux, Géraldine Dohet, Christophe Dubois, Sébastien Kennes, Frédérique Konstantatos, Ségolène Malengreaux, Véronique Rigot, Christophe Schoune

Organisations partenaires : Réseau Transition, Agroecology in Action, Association 21, CNCD 11.11.11, IEW, Réseau Idée, RCR, SAW-B, Rencontre des Continents

Avec le soutien de
la



TABLE DES MATIERES |

4-5 INTRODUCTION

Transition Now
Méthodologie

6 IMAGINER UN NOUVEAU RECIT POUR L'AVENIR

7 APERCU DES MESURES

Que faudrait-il mettre en place pour amplifier la Transition Ecologique et Solidaire?

8 REVITALISER LA DEMOCRATIE

9 RESTER SOUS LA BARRE DES 1,5°C

10 RENFORCER LA COHESION SOCIALE

11 PRESERVER LE VIVANT

12 ASSURER LA PROSPERITE ET LE PARTAGE DES RICHESSES

13 REMETTRE DE LA COHERENCE DANS LE QUOTIDIEN

14 GARANTIR L'ACCES A LA SANTE ET AU BIEN-ETRE

15 AMELIORER L'ACCESSIBILITE AUX SERVICES ET A LA MOBILITE

16 DEVELOPPER DES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES ET RESILIENTS

17 REORIENTER L'EDUCATION

18 IMPLIQUER LES ACTEURS ASSOCIATIFS, DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE

19 MISE EN OEUVRE

INTRODUCTION

au Manifeste de Transition Now

Ce manifeste présente une série de propositions afin d'amplifier la Transition écologique et sociale en Belgique. Selon les scientifiques, les générations actuelles sont en effet les dernières à pouvoir préserver les conditions propices aux formes de vies actuelles sur Terre. Et nous ne sommes pas en avance. Pour relever ce défi sans précédent dans l'histoire de l'humanité, nous aurons donc besoin de citoyen·ne·s et de mandataires politiques qui fassent preuve d'imagination, d'intégrité, de compassion, d'ouverture aux autres, de remise en question, de détermination et de courage. Les propositions de ce manifeste sont nées des ateliers, conférences et discussions organisés dans le cadre des événements "Transition Now" (Rencontres ICI) qui ont eu lieu du 13 au 25 mars

Elles ont réuni 1300 personnes durant 8 événements en 13 jours, à travers 17 événements qui se sont clôturés par l'Agora de la Transition, le 25 mars 2019 à Namur. Parmi les personnalités qui ont nourri les débats : Jean-Pascal Van Ypersele, Emeline Debouver (UNamur), Olivier De Schutter (UCL), Rob Hopkins (Transition Network), Tom Bauler (ULB)...

Ces rencontres avaient pour but de permettre à des acteurs diversifiés de la Transition de partager leurs points de vues sur les défis rencontrés, et de nourrir les stratégies futures pour permettre d'amplifier la Transition.



Transition Écologique et Sociale?

Par "Transition écologique et sociale", nous entendons un processus de transformation sociétale vers un mode de vie résilient, socialement juste à l'échelle de la planète, neutre en carbone, qui préserve le vivant et régénère les écosystèmes. Cette transition est à la fois désirable et nécessaire si nous voulons laisser une planète propice à la vie, aux enfants qui sont aujourd'hui dans les cours d'école, ou qui manifestent dans les rues pour demander un avenir.

Selon les scientifiques, les générations actuelles sont les dernières à avoir une mince possibilité d'enrayer la progression des changements climatiques et la 6e disparition des espèces vivantes. Aussi, notre époque se caractérise par des inégalités sociales inacceptables, la justice sociale étant également un enjeu Nord-Sud (les populations du sud, les plus pauvres, subissent le plus dramatiquement une situation créée principalement par les populations du nord, plus riches).

Pourquoi ?

INTRODUCTION

au Manifeste de Transition Now

Transition Now: une convergence d'acteurs

“Transition Now” est le fruit d’une convergence exceptionnelle et unique en son genre entre des associations environnementales, collectifs citoyens, ONG Nord-Sud, fédérations ou réseaux regroupant un très grand nombre de membres.

Nous couvrons différents champs thématiques, différents secteurs de la Transition (action citoyenne, climat, énergie, biodiversité, solidarité internationale, mobilité, éducation, agroécologie, recherche, économie sociale...); nos modes d’action et d’activités sont variés, se complètent et se renforcent. Et plus que jamais, nous sommes animé·e·s par la conviction qu’il faut agir avant qu’il ne soit trop tard.

Methodologie de construction du manifeste

Pour identifier des mesures pertinentes à prendre au niveau politique, économique, académique, associatif, citoyen ... les partenaires de Transition Now ont décidé de combiner deux approches : une approche ascendante et une approche experts.

L’approche ascendante a consisté en l’organisation d’événements qui ont offert des espaces de rencontre et de dialogue entre des acteurs de la Transition d’horizons différents. Ces conversations ont été facilitées en intelligence collective afin de permettre une fertilisation croisée et un enrichissement des points de vue. En soi, ces conversations ont déjà un impact par le renforcement des capacités des participants à prendre des décisions stratégiques et développer des projets pertinents. Cette approche a notamment été de mise lors des événements d’ouverture et de clôture de Transition Now. Un travail de récolte du contenu des discussions est toujours en cours au moment de la finalisation de ce manifeste.

L’approche experts a consisté en l’élaboration d’un questionnaire et l’organisation de conférences et débats. Un questionnaire listant des mesures à prendre a été proposé aux participants aux événements Transition Now. Les réponses à ce questionnaire (environ 200 participant·e·s) ont été collectées et ont nourri la rédaction de ce manifeste. Les conférences et débats d’experts qui ont eu lieu lors des événements ont permis de nourrir les moments d’intelligence collective, les débats, les réflexions ; et ce manifeste.

C’est nourris de la récolte de ces deux approches que nous avons donc rédigé ces propositions afin d’alimenter les débats lors de la campagne électorale ainsi que les négociations des plans d’actions des futures majorités gouvernementales. Comme les enjeux, qui sont transversaux et complexes, ce manifeste est composé de mesures qui touchent différents niveaux de pouvoir : local, provincial, régional, communautaire, fédéral, européen. Nous demandons aux différents niveaux de pouvoir de développer une approche transversale et cohérente. Ceci afin d’éviter que différents ministres ou niveaux de pouvoir n’annulent, par maladresse ou ignorance, les mesures prises par d’autres qui iront dans le bon sens de l’histoire.



INTRODUCTION

Imaginer un nouveau récit pour l'avenir

Comme le dit Otto Scharmer, un des paradoxes de notre époque est que

***“Nous engendrons collectivement
des résultats que personne
ne souhaite individuellement”.***

Les écosystèmes et les espèces vivant sur notre planète en sont les premières victimes.

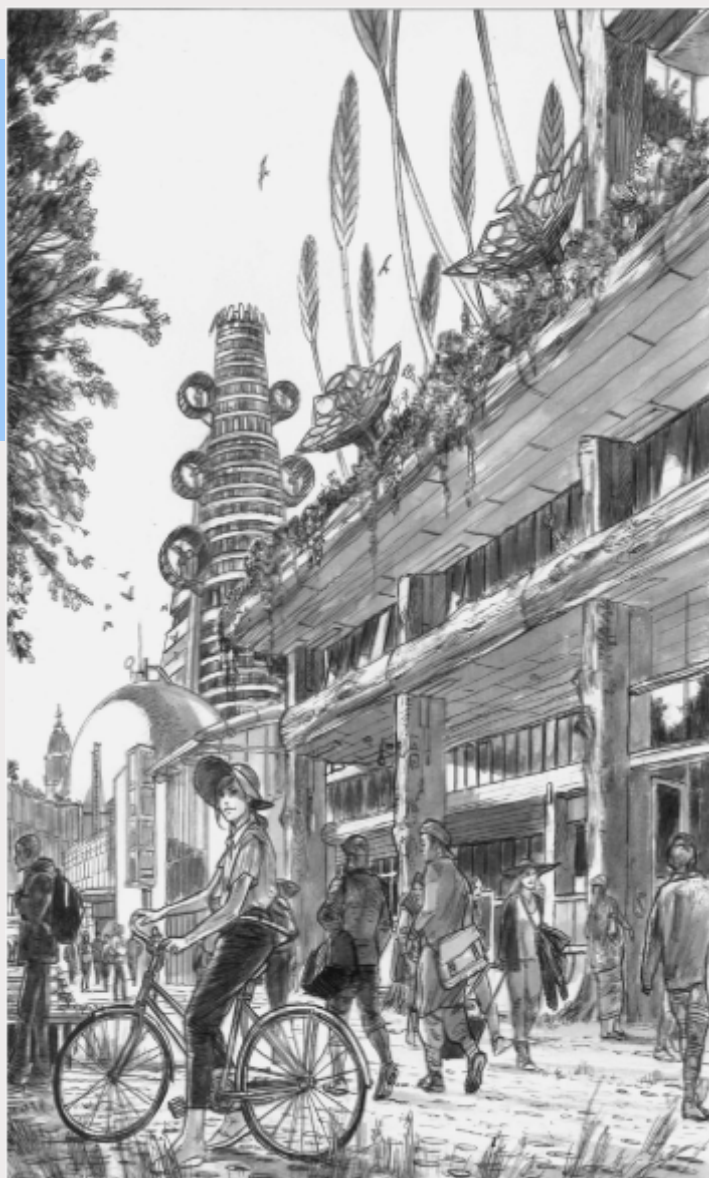
Transition Now a l'intention de changer cette dynamique, et le travail sur l'imaginaire est une des clés de ce changement. **Alexandria Ocasio-Cortez**, **Rob Hopkins** et **Cyril Dion** mettent en avant l'importance de l'imagination et de la formation de nouveaux récits de l'avenir comme des clés nécessaires pour la Transition. En effet,

comment pourrions-nous transformer nos modes de vie de façon positive, si nous ne sommes même pas capables d'imaginer le monde autrement et meilleur que ce qu'il est aujourd'hui ?

Pour que les changements nécessaires soient à la hauteur des enjeux, nous avons besoin de rêves d'avenir qui soient compatibles avec la Transition écologique et sociale. Nous avons besoin d'histoires qui nous inspirent des solutions et des projets qui mobilisent en faveur d'une Transition compatible avec les limites de la planète, et qui soit rapide, juste et inclusive.

Otto Scharmer est maître de conférence au MIT et enseigne à l' Université de Tsinghua de Pékin. Cofondateur du Presencing institute, il préside le programme IDEAS du MIT pour l' innovation multisectorielle afin de contribuer à l' innovation systémique.

**Illustration d'une éco-ville du futur par
l'artiste Jamexs McKay**



Mesures à mettre en oeuvre pour accélérer la transition

1. Revitaliser la démocratie	Expériences et initiatives nouvelles en matière de gouvernance participative et délibérative Attention particulière aux personnes et groupes qui « restent à la marge » Citoyenneté qui repose sur le lieu de résidence plutôt que sur le lieu de naissance
2. Rester sous la barre de 1,5°C	Plan d'investissement pour la Transition Utiliser les revenus du système ETS pour la politique climatique Mix énergétique vers le 100% % renouvelables
3. Renforcer la cohésion sociale	Maisons de la Transition et de la cohésion Ateliers et formations accessibles à tou·te·s et qui accélèrent une Transition Régies communales dans les quartiers et les villages
4. Préserver le vivant	Stopper l'éparpillement de l'habitat Créer un Fonds Nature Augmenter la superficie totale des réserves naturelles
5. Assurer la prospérité et le partage des richesses	Diminuer et partager le temps de travail Allocation de reconversion professionnelle au service de la Transition Economies locales, sociales et solidaires
6. Remettre de la cohérence dans le quotidien	Justifier chaque décision et dépense publique au regard des objectifs de développement durable Suivi citoyen régulier de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies Moyens financiers nécessaires pour la réalisation de l'Agenda 2030
7. Garantir l'accès à la santé et au bien-être	Garantir l'accès aux soins de santé pour tou·te·s Maison médicales pluridisciplinaire dans chaque commune Activités collectives qui agissent positivement sur des déterminants de la santé Diagnostic de l'empreinte écologique et financière du système de santé
8. Améliorer l'accessibilité aux services et à la mobilité	Politique cyclable Investir dans la SNCB Vision interfédérale et des politiques de mobilité cohérente et coordonnée
9. Développer des systèmes alimentaires durables et résilients	Diminuer notre dépendance aux importations et diversifier nos cultures Orienter les subsides publics (PAC) vers les petits paysans et la transition agroécologique Réguler les pratiques de l'industrie alimentaire et soutenir l'accessibilité pour toutes et tous à une alimentation saine
10. Réorienter l'éducation	Education à l'environnement et à l'écocitoyenneté dans les Référentiels Education au climat et à la biodiversité Accompagner et former les jeunes et les adultes aux enjeux de la Transition, Ecoles alternatives
11. Impliquer les acteurs associatifs, de l'éducation et de la recherche	Orienter le financement public de la recherche pour qu'elle contribue plus largement à la Transition Augmenter le financement structurel des différents acteurs associatifs de la Transition Doter chaque région d'une stratégie de Transition

Réussir une politique de transition est un défi majeur. A une heure où beaucoup de citoyen·ne·s ont perdu la confiance dans les mandataires politiques et où les programmes électoraux évoquent régulièrement une intention de favoriser les démarches participatives, il est temps de transformer ces intentions en actes.

Rappelons-nous de l'enquête "Noir jaune blues" publiée par «Le Soir» et la «RTBF» en janvier 2017 qui révélait qu' à peine 32% des Belges estiment que le système démocratique « fonctionne plutôt bien », 63 % pensent que le « système politique actuel est globalement en échec ». 74 % se sentent « abandonnés par les élites en général ». Et 80 % jugent que « les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir ». Un Belge sur deux admettait qu'il n'irait plus voter si le vote n'était plus obligatoire. Les responsables politiques n'étaient crédités que de 11 % de confiance. Dans ces conditions, s'il veut retrouver une légitimité, le pouvoir politique a besoin d'être réinventé et de revitaliser la démocratie.

Le chemin est semé d'embûches : Comment gérer les conflits, car il ne sera pas toujours possible de prendre des mesures « win-win » ? Comment obtenir une large adhésion de la population pour des résultats positifs qui se produiront plus tard et/ou ailleurs ? Les activistes n'attendent pas qu'on les sollicite pour s'exprimer. Les citoyens soucieux de défendre des intérêts privés non plus. Il s'agit aussi d'aller chercher celles et ceux qui ne s'expriment pas. Bien des méthodes existent, complémentaires à la démocratie représentative. Mais la démocratie directe ne s'improvise pas. Les étapes intermédiaires d'information et de délibération sont importantes. Et surtout, les résultats de la participation doivent être réellement pris en compte par les responsables politiques, condition sine qua non pour rétablir la confiance*.

*Ce paragraphe et les mesures qui suivent sont inspirés par les travaux de la Fondation pour les Générations Futures et de l'asbl Periferia

Dans ce cadre, voici trois mesures proposées pour **revitaliser notre démocratie**:



Visibiliser et valoriser des expériences et initiatives nouvelles en matière de gouvernance participative et délibérative, qui cherchent à faire bouger les lignes, qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs. Ex : les budgets participatifs (au Brésil) ou encore les Community Land Trust (du monde anglo-saxon).

Accorder une attention particulière aux personnes et groupes qui « restent à la marge », qui « ne viennent jamais » ou qui disposent de peu de moyens pour se faire entendre. Favoriser le droit à l'expression de l'ensemble des groupes de la société par des méthodes adaptées, notamment la « capacitation citoyenne ».

Instaurer une citoyenneté qui repose sur le lieu de résidence plutôt que sur le lieu de naissance, une étape indispensable pour la construction d'une société accueillante et harmonieuse, et favoriser les déplacements de population par des voies de migration légales et sûres, telles que la réunification familiale, la réinstallation ou encore les visas humanitaires sur base de critères transparents.

S'il semble qu'aujourd'hui en Belgique, plus aucun·e mandataire politique sérieux·se ne semble se risquer à nier l'existence déjà palpable des changements climatiques, nous sommes très loin de voir se développer des mesures politiques réellement à la hauteur des enjeux. Pourtant, de telles mesures sont nécessaires pour préserver des conditions propices à la vie sur la planète Terre. Nous avons la responsabilité de le faire, pour nous et pour les enfants qui sont aujourd'hui dans les cours d'école ou qui manifestent dans les rues pour réclamer un avenir.

Diminuer nos émissions de gaz à effets de serre de 55% et ensuite 100%, pour rester en dessous d'une augmentation moyenne de 1,5°C implique une transformation sociétale sans précédent dans un laps de temps court. Dans le même temps, il s'agit d'une époque extraordinaire où nous pouvons réinventer complètement notre mode de vie et créer quelque chose de beaucoup plus savoureux et plus juste que ce que nous avons actuellement.

Rester sous la barre des 1,5°C...



Adopter un plan d'investissement pour la Transition, accompagné d'un véritable tax shift environnemental. Ce plan comprendra une contribution carbone juste de manière à accompagner le désinvestissement des énergies fossiles et à encourager les comportements citoyens en ligne avec les objectifs climatiques.



Utiliser les revenus du système ETS (Emissions Trading System) pour la politique climatique, la moitié allant aux mesures internes de réduction des émissions et l'autre moitié au financement international de la lutte contre le changement climatique.



Accélérer la progression du mix énergétique vers le 100 % renouvelables. Les mesures mises en oeuvre pour quitter les énergies fossiles favoriseront d'abord la sobriété énergétique. Ensuite, la production locale à petite échelle par le biais de coopératives énergétiques qui redistribuent leurs dividendes à des projets de transition sera favorisée.



COHESION SOCIALE

Une Transition juste et solidaire implique des mesures concrètes afin de renforcer la cohésion sociale. Pour ce faire, il est important de créer des espaces “communs”, des espaces de dialogues et de projets inclusifs où des personnes issues des différentes catégories de la population pourront se rencontrer, s’écouter, se comprendre et coopérer. Chemin indispensable pour élaborer des solutions inclusives et développer la résilience des territoires.

Il est parfois reproché à la Transition d’être un mouvement de la classe moyenne éduquée peu accessible aux personnes précarisées. Sans entrer ici dans ce débat, nous dirons que ce n’est ni complètement vrai ni complètement faux, selon le point de vue depuis lequel on se place. Il est important de préciser ici que par transition inclusive nous entendons une inclusivité au sens large. Une ouverture interculturelle, interprofessionnelle, intergénérationnelle... Femmes, hommes et enfants de bonne volonté, quelle que soit la (les) “catégorie(s)” de population dont ils font partie. C’est à dire autant les personnes qui vivent dans la précarité et les classes moyennes que les personnes qui ont “réussi” dans notre société et ont de l’argent. Toutes les personnes de bonne volonté ont quelque chose à apporter et un point de vue important à prendre en compte.



Voici trois mesures que nous proposons comme premier pas pour renforcer la cohésion sociale :

Créer des maisons de la Transition et de la cohésion dans les quartiers des villes et dans les villages. Les lieux choisis seront propices et conçus pour favoriser la mixité sociale. Ces maisons ancreront la Transition de façon concrète et visible dans la vie de tous les jours, dans l’imaginaire collectif. Elles seront des lieux de rencontre ouverts et inclusifs, hébergeront des projets variés et des formations. Ces maisons seront co-crées et co-gérées par des citoyen·ne·s de tous âges et de diverses catégories de population, avec des associations, des entrepreneurs et les pouvoirs publics locaux. Elles pourront être créées ou se greffer à des maisons de quartier ou des maisons d’associations existantes (Ex : Maison croix-rouge, maison de village...).

Proposer des ateliers et formations accessibles à tou·te·s et qui accélèrent une Transition socialement juste et solidaire, sur base des besoins formulés par les personnes concernées, exemples : do-it-yourself, zéro déchet, défi énergie, communication inclusive, gestion de projet participatif, entrepreneuriat social, permaculture, gestion de conflit, communication non-violente, intelligence collective, justice restaurative, résilience communautaire, groupes de soutien à une parentalité positive, gouvernance partagée, pleine conscience, reconversion professionnelle... Ces ateliers pourront par exemple avoir lieu dans les maisons de la Transition.

Créer des régies communales dans les quartiers et les villages. Mettre à disposition des citoyen·ne·s des lieux et des terrains de culture pour y développer des projets économiques et solidaires de production agroécologique locale, saine et accessible à tou·te·s. La superficie totale attribuée à ce type de projet augmentera chaque année, dans chaque commune, jusqu’à atteindre 60% des terres cultivables en 2030 et 95% en 2040. Si ce modèle agricole est par essence capteur de CO2 et créateur de biodiversité, ces régies auront pour but premier de créer des emplois locaux non délocalisables et de fournir les cantines scolaires, les collectivités, les magasins locaux et solidaires, les restaurants... Elles favoriseront la création de liens entre producteurs et habitants, et aussi entre citoyens de toutes origines. On pourra y adjoindre l’installation de cuisines de collectivité, de conserveries, de magasins solidaires, de coopératives locales. Autant d’opportunités de réinsertion et de reconversion socioprofessionnelle, de formations scolaires...

PRESERVER LE VIVANT

Nous sommes aujourd'hui constamment assaillis de constats alarmants concernant notre Planète Terre. En 2018, le jour de dépassement de notre planète, c'est-à-dire le moment où nous avons consommé tout ce que la Terre peut produire en une année entière, a eu lieu le 1er août. A partir de cette date-là, nous avons consommé le capital non-renouvelable de la planète. Ce jour du dépassement tombe chaque année plus tôt: en 1997 cette date tombait fin septembre. Autre constat éprouvant: aujourd'hui la masse totale que forment les humains a une magnitude plus élevée que celle de tous les mammifères sauvages réunis, et celle des poulets plus élevée que tous les autres oiseaux (Bar-On, Phillips, Milo; 2018). La perte de biodiversité est aussi inquiétante, et nous ne pouvons plus le nier. Selon le dernier rapport de WWF* (2018), en 40 ans le nombre de vertébrés sauvages (mammifères, poissons, oiseaux, reptiles et amphibiens) s'est effondré de 60%; et pour les animaux d'eau douce la perte est de 83%. Plus encore, la menace la plus inquiétante selon le rapport est la dégradation des habitats.

*Rapport de la Planète Vivante 2018

L'urgence de prendre conscience, préserver et prendre soin de notre Maison Commune est donc indéniablement une priorité de notre génération:

Stopper l'éparpillement de l'habitat par un moratoire sur les nouvelles constructions hors des noyaux d'habitat**, et prendre toute autre disposition nécessaire en matière d'aménagement du territoire pour stopper d'ici 2040 l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols.

Créer un Fonds Nature destiné à promouvoir les projets transversaux favorables au développement de la biodiversité et à la restauration d'écosystèmes.

Augmenter la superficie totale des réserves naturelles en plaçant 1.000 ha par an sous ce statut de protection et en allouant les moyens suffisants pour la gestion de ces réserves. Soutenir Natura 2000 en renforçant les moyens dédiés, en complétant le réseau et en évaluant les manquements du régime.



**Pour plus de mesures concernant l'habitat, voir le dossier "Climat et logement : de la passoire énergétique à la neutralité carbone du bâti" publié par IEW.

PROSPERITE

Si la réduction de la fracture sociale et de la pauvreté contiennent en elles-mêmes des raisons suffisantes de transformer nos modes de vie, on sait aussi aujourd'hui que plus la différence de revenu entre les plus riches et les plus pauvres est grande, plus nos sociétés ont tendance à dégrader les écosystèmes et polluer la planète*. En d'autres termes, il est temps de décroïsonner les politiques sociales et environnementales. Les problèmes de "fin du mois" et de "fin du monde" doivent être considérés ensemble dans le cadre d'une Transition juste et solidaire. Car nous vivons tou·te·s sur la même planète.

Aussi, des politiques de Transition justes et solidaires doivent garantir l'accès à un prix accessible à tou·te·s pour ce qui subvient aux besoins de base (se nourrir, se loger, avoir suffisamment chaud en hiver). Les biens de consommation qui ne répondent pas à ces besoins de base et contribuent à l'émission de gaz à effets de serre et donc à détruire le climat et la biodiversité doivent par contre être plus taxés voire découragés ou interdits de production.

*Eloi Laurent (2013), Pour une approche social-écologique ou pourquoi nos inégalités polluent la planète, Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'Homme.



Ainsi, dans le but d'assurer un **partage des richesses plus juste**, trois mesures sont ressorties de nos discussions :

Diminuer et partager le temps de travail. Permettre à tout le monde d'avoir du travail et aussi du temps libre pour déployer la Transition dans leur vie personnelle et/ou dans leur quartier. On vise la croissance de temps disponible pour la Transition dans les quartiers et aussi une diminution de la production de biens et donc d'une diminution des émissions de gaz à effets de serre et du gaspillage des ressources énergétiques et naturelles.

Mettre en place une allocation de reconversion professionnelle au service de la Transition. Viser d'ici à 2030 la reconversion professionnelle d'activités économiques qui sont responsables de 60% des émissions de gaz à effets de serre en Belgique vers des secteurs qui déploient la Transition, régénèrent les écosystèmes et captent des gaz à effets de serre (et 100% de reconversion en 2040). Pour ce faire, permettre aux personnes de quitter et/ou créer leur emploi pour mettre leur talent au service du déploiement de la Transition. Valoriser et prendre en exemple ces pionnières et pionniers pour leur impact positif dans la société et leur garantir un "Revenu Minimum pour la Transition" pour subvenir à leurs besoins.

Développer des économies locales, sociales et solidaires. Soutenir le développement de monnaies locales citoyennes, augmenter chaque année le nombre d'entreprises coopératives à finalité sociale, développer des réseaux d'entrepreneurs locaux au service du vivant, rediriger d'ici à 2030 60% des aides à l'entrepreneuriat et des subventions à l'économie vers des projets qui participent à la Transition, répondent aux besoins réels de base, développent l'économie locale et résiliente et le commerce équitable (100% en 2040).

COHERENCE

L'Etat fédéral s'est engagé en septembre 2015 à mettre en oeuvre l'Agenda 2030 des Nations Unies, impliquant les entités fédérées dans cette trajectoire. La Stratégie Wallonne de Développement Durable adoptée en 2016 s'y inscrit résolument. Cependant, les décisions prises ne sont pas toujours cohérentes avec ces résolutions. Ainsi, en 2018, la cellule autonome d'avis en développement durable (CAADD) a été démantelé, Le Gouvernement wallon ayant opté pour la suppression de "l'examen préalable et indépendant de conformité avec le développement durable". Au niveau fédéral aussi, on déplore de nombreuses décisions de facto contradictoires avec la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durable.



Justifier chaque décision politique et chaque dépense publique au regard des objectifs de développement durable, ceci en inscrivant l'Agenda 2030 des Nations Unies dans un cadre législatif et budgétaire au niveau belge.

Instaurer un suivi citoyen régulier de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, par le biais d'un mécanisme structurel et inclusif d'évaluation et de suivi des politiques publiques. Les résultats seront présentés chaque année et avant les échéances électorales.

Mettre à disposition les moyens financiers nécessaires pour la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies, notamment en soutenant financièrement et pratiquement les associations qui favorisent le déploiement de la Transition, en honorant les engagements belges d'aide publique au développement, en luttant contre l'évasion fiscale ou en mettant en place une taxe sur les transactions financières. Par exemple, si on imagine que l'activité économique doit avoir réduit de 55% ses émissions de gaz à effets de serre d'ici à 2030, il faut que minimum 55% des subventions à l'activité économique soit attribuées dès 2020 à des entreprises et projets qui déploient la Transition.

plus
de

cohérence

dans
les

politiques

publiques

SANTE ET BIEN-ETRE

La santé ne se limite pas à l'absence de maladie. En effet, elle est largement influencée par divers facteurs en lien avec le niveau socio-économique, l'environnement, la culture, l'éducation, le logement, le travail, les modes de vie, etc. L'un des plus grands défis du début du XXI^e siècle est l'accroissement des inégalités de santé. Pour y faire face, il nous faut développer des politiques capables d'agir sur ces facteurs qui déterminent la santé des individus (OMS, 2010). Alors que la Belgique est réputée pour son système de santé et sa sécurité sociale, ces édifices fragiles sont menacés, notamment par les coûts prohibitifs imposés par l'industrie pharmaceutique*, qui fait dans le même temps de plantureux bénéfices. Certaines régions manquent de médecins. Le personnel des hôpitaux est exténué, vu les sous-effectifs. Les approches psychosociales telles que développées par les maisons médicales sont trop peu soutenues, voire considérées avec suspicion. Il est nécessaire de combiner les approches pluridisciplinaires qui allient prévention, promotion de la santé et soins dans une optique d'équité et de Transition (le système de santé doit aussi évoluer afin de réduire son impact sur le climat et la biodiversité).

*Extrait de la campagne TamTam: "aujourd'hui le médicament est développé, produit et commercialisé par des entreprises privées avec des objectifs de rentabilité prioritaires sur les objectifs de santé publique et d'utilisation efficiente des budgets sociaux."



Il n'est pas trop tard, mais il est temps de redresser la barre :

- 👉 **Garantir l'accès aux soins de santé pour tou·te·s** via la sécurité sociale, une médecine préventive de proximité, ainsi que des services publics accessibles, suffisants et de qualité. En particulier, l'accès aux soins en santé mentale doit être amélioré.
- 👉 **Créer ou maintenir une maison médicale pluridisciplinaire dans chaque commune.** Dans ces maisons, développer en priorité une approche préventive de la médecine et proposer l'accès à des soins pluridisciplinaires de proximité. Ces maisons doivent aussi devenir des lieux de recherches et de création collective d'un système de santé adapté à un monde en Transition.
- 👉 **Soutenir et renforcer les activités collectives qui agissent positivement sur des déterminants de la santé** (logement, cohésion sociale, conditions de travail, pollution, alimentation...), dans une optique de justice sociale et d'équité. Il s'agit ici d'agir de façon préventive en développant des conditions de vie propice à la santé et au bien être pour toute la population, avec une attention particulière à celles et ceux qui en ont le plus besoin.
- 👉 **Etablir un diagnostic de l'empreinte écologique et financière du système de santé :** identifier l'impact écologique et financier ainsi que la résilience et l'efficacité des différentes approches de la santé et du bien-être (approche préventive, approche curative, différentes approches de la médecine et des remèdes...). A partir de ce diagnostic, réinventer un système de santé résilient et qui privilégie la prévention. Il prendra soin des personnes, du personnel soignant et de l'état de la planète.

SERVICES ET MOBILITE

En 2016, les Belges ont passé en moyenne 21 heures dans les embouteillages, et à Bruxelles cette moyenne grimpe à 41 heures. Et ces chiffres ne vont pas en s'améliorant. Cela amène bien sûr la pollution de l'air dans nos villes, et des constats de plus en plus inquiétants. Le 8 avril 2019, Bruxelles a connu un pic de pollution et un énième seuil d'alerte a été activé.



Ces constats s'ajoutent au fait que pour réduire nos émissions de gaz à effets de serre, il est important d'augmenter la part des modes de transport peu gourmands en énergie (et donc de diminuer très fortement la part des déplacements qui dépendent des énergies fossiles (voitures, camions, avions, gros cargos...) de 60% d'ici à 2030 et sans doute de 95% en 2050), ainsi que de développer l'accessibilité aux services de base à des distances qui favorisent la mobilité douce.

L'amélioration de l'accessibilité à une mobilité douce, qui prend soin de la planète et des êtres vivants, semble donc primordiale :

Doter les pôles et villes à fort potentiel (représentant 40 % de la population wallonne) **d'une politique cyclable** et encourager les citoyens à opter pour le vélo en allouant un budget public vélo de minimum 10 € par an et par habitant. Prévoir de remplacer 80% des kilomètres parcourus pour des déplacements de moins de 5km en voiture par des déplacements en vélo d'ici à 2030.

Investir dans la SNCB de manière à permettre une offre de trains large, conviviale et efficace : Remplacer 60% des trajets aujourd'hui entre villes effectués en voiture par des trajets en train (ou en bus) d'ici à 2030. Développement d'une offre centrée sur les nœuds de correspondance, mise à fruit progressive de l'offre RER, favoriser le train aussi pour se déplacer ailleurs qu'à Bruxelles (les lignes actuelles sont principalement dirigées vers Bruxelles), développer le transport ferroviaire de marchandises, planification des investissements pertinents et gouvernance efficace. Globalement, les transports en train et en bus devraient à nouveau permettre de se rendre un peu partout en Belgique dans des délais raisonnables afin de pouvoir abandonner sa voiture individuelle.

Développer une vision interfédérale et des politiques de mobilité cohérentes et coordonnées entre les différents niveaux de pouvoir.



SYSTEMES ALIMENTAIRES

Depuis 1980, la Belgique a perdu 67% de ses agriculteur·trice·s. Et la majorité de ceux·celles qui restent sont âgé·e·s de plus de 55 ans et partiront à la retraite dans les prochaines années, sans que la relève ne soit assurée. Outre les difficultés d'accès à la terre, les paysan·ne·s sont étranglé·e·s par la libéralisation des marchés internationaux et les règles dictées par l'agro-industrie et la grande distribution, qui poussent vers une agriculture non durable et déshumanisée. De plus en plus de paysan·ne·s souhaitent sortir de ce cercle vicieux et s'inscrire dans une démarche agroécologique guidée par les principes de résilience et de respect des écosystèmes. Ces initiatives restent toutefois confrontées à de nombreux obstacles et à un manque de soutien public. Les pouvoirs locaux ont un rôle important à jouer pour faciliter l'installation de nouveaux·elles·s paysan·ne·s et la transition agroécologique en développant des soutiens adaptés aux filières et aux enjeux locaux.

Par ailleurs, plus d'une personne sur cinq est en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Belgique, et plus de 65.000 personnes sont en situation de privation matérielle sévère. Il s'agit d'une violation flagrante de leur droit à une alimentation adéquate et de leurs autres droits fondamentaux. L'aide alimentaire fournie aux personnes en situation de précarité reste largement basée sur une vision caritative ou de gestion du gaspillage et est constituée de produits industriels de mauvaise qualité. Les pouvoirs publics locaux doivent pouvoir garantir le droit de chacun·e à se nourrir dignement et soutenir des mécanismes de solidarité vertueux entre le monde paysan et les personnes en situation de précarité*.



*Pour plus d'informations, voir le memorandum qu'Agroecology In Action a rédigé pour les élections communales de 2018 : <http://agroecologyinaction.be>

Afin de développer des systèmes alimentaires durables et résilients, il est donc urgent de :

Diminuer notre dépendance aux importations et diversifier nos cultures pour plus d'autonomie et de souveraineté alimentaires, en soutenant notamment les cultures de légumineuses et l'autonomie fourragère.

Orienter les subsides publics (PAC) vers les petits paysans et la transition agroécologique et développer des infrastructures et des services publics d'appui : formation et appui à l'installation de nouveaux paysans ; conseils agricoles indépendants non liés aux fournisseurs ; banques d'échange de semences ; abattoirs mobiles ; infrastructures de marché en circuits-courts ; collectivisation d'outils agricoles ; valorisation des déchets agricoles (composts, fumier) ; etc.

Réguler les pratiques de l'industrie alimentaire pour lutter contre la surconsommation de produits industriels (réglementation, taxation) et soutenir l'accessibilité pour toutes et tous à une alimentation saine issue de l'agriculture paysanne (fiscalité juste, éducation, marchés publics).



EDUCATION

L'éducation est un puissant levier de changement en vue des profondes mutations qui attendent nos sociétés. De l'échelle locale à l'échelle globale, l'éducation doit viser à comprendre et développer une approche critique du fonctionnement du monde et des manières de penser et d'agir, à se positionner, à développer l'imaginaire et la créativité pour s'engager et construire de nouveaux modes de vie.

Une telle éducation offre une large place à l'expérimentation et à l'expérience. Elle invite à sortir sur le terrain, à rencontrer, à ressentir, à connecter les personnes et les groupes à leur environnement naturel et bâti. Elle promeut la coopération plutôt que la compétition. Elle invite à décloisonner les disciplines, les cultures, les points de vue, les âges. Elle apprend, en les vivant, les pratiques démocratiques. A travers ces démarches, elle devient aussi un levier de motivation pour les apprenant·es et les équipes éducatives.



Pour réorienter
l'éducation, nous
proposons les
mesures
suivantes:

Intégrer l'éducation à l'environnement et à l'écocitoyenneté dans les Référentiels des différentes disciplines scolaires de l'enseignement général, technique et professionnel.

Faire de l'éducation au climat et à la biodiversité l'objet d'un véritable continuum pédagogique pour l'ensemble du Tronc commun et le secondaire supérieur, en incluant des approches polytechnique et interdisciplinaire.

Solliciter les acteurs éducatifs (écoles traditionnelle et alternatives, secteurs de la jeunesse, de l'éducation permanente, de la culture ...) **pour accompagner et former les jeunes et les adultes aux enjeux de la transition**, notamment dans le cadre des consultations citoyennes.

Soutenir les projets d'écoles alternatives qui expérimentent des approches allant dans le sens de la Transition écologique et sociale. Ces projets sont de véritables laboratoires de l'école de demain, qui ont le potentiel de nourrir la transformation nécessaire des écoles traditionnelles.

RECHERCHE

La complexité de la Transition écologique et solidaire requiert plus d'interactions transdisciplinaires entre acteurs associatifs et académiques. Réunis le 18 mars 2019 au Forum Recherches en Transition.S à Namur, associatifs et académiques s'engagent à apprendre à co-construire dès le début leurs projets conjoints avec les personnes concernées, en veillant à l'équilibre des genres.



Les acteurs associatifs, de l'éducation et de la recherche ont des revendications communes:

-  **Orienter le financement public de la recherche** pour qu'elle contribue plus largement à la Transition écologique et solidaire et mieux valoriser les services à la société des acteurs académiques (ex. la vulgarisation), à côté de leurs missions de formation et de recherche.
-  **Augmenter le financement structurel des différents acteurs associatifs de la Transition** de manière à encourager et favoriser l'ancrage citoyen de nouvelles dynamiques de changement et ainsi favoriser l'acceptation du changement dans la population.
-  **Doter chaque région d'une stratégie de Transition** intégrée dans la stratégie de développement durable, rédigée en concertation avec les acteurs académiques et associatifs.

Notre engagement

Les organisations et réseaux partenaires initiateurs de ce Manifeste Transition Now ont gagné leur légitimité par leur action et leur engagement depuis de nombreuses années. Ils représentent de nombreuses organisations et réseaux et de très nombreux·ses citoyen·ne·s. Nous sommes parmi les moteurs d'une Transition écologique et sociale, nous agissons dans une optique de justice Nord-Sud. Nous savons que ce que nous faisons n'est pas suffisant et que nous faisons notre part. Nous allons continuer à déployer des stratégies variées et complémentaires : sensibilisation, formation, accompagnement des dynamiques de transition (citoyen·ne·s, entrepreneuriales, politiques, académiques...), expérimentation d'alternatives, économie sociale, protection de l'environnement, plaidoyer, actions non violentes, mise en réseau d'acteurs de la Transition avec diverses composantes de la société civile (Ex : lutte contre la pauvreté, partenaires sociaux, monde de l'entrepreneuriat, secteur de la santé...), recherche, organisation d'événements, ...

Nous sommes lucides sur le fait que les générations actuelles sont les dernières à avoir encore la chance de pouvoir limiter l'impact des changements climatiques et de la 6ème extinction des espèces vivantes, et de faire cela en construisant un monde plus juste et solidaire. Nous ne sommes pas naïf·ve·s, mais nous engageons à rester actif·ve·s, constructif·ve·s, vigilant·e·s et déterminé·e·s. Nous savons que le chemin sera semé d'embûches et aussi de moments historiques. Nous sommes prêt·e·s à coopérer avec toute personne à l'écoute des enjeux identifiés par les scientifiques et qui soit prête à prendre en main ses responsabilités.

Le rôle du politique

S'il est incorrect de dire que rien n'a été fait par les pouvoirs politiques, il est cependant clair qu'au regard des enjeux actuels, cette action est largement insuffisante, et même parfois incompréhensible (ex : démantèlement de la cellule autonome d'avis en développement durable (CAADD) en Région Wallonne en 2018). Alors que l'urgence est avérée et que la situation nécessite une réorientation des ressources disponibles (institutions, personnel, temps, argent ...) vers une Transition rapide et démocratique, les politiques publiques sont à la traîne, depuis trop longtemps. Regagner une légitimité et la confiance des citoyen·ne·s passera nécessairement par une action politique déterminée et lucide en faveur d'une Transition écologique et sociale.

Ce que nous demandons aux mandataires politiques, aux gouvernements et aux parlements : faire votre part dans les changements en cours, légiférer en faveur du changement, supprimer ce qui bloque la Transition et désengager l'état des énergies fossiles, interdire les pratiques qui continuent à détruire les fondations de la vie sur Terre. Le pouvoir judiciaire est également concerné pour faire respecter ces interdictions. Favoriser la décarbonation rapide et réelle de l'économie, soutenir de façon forte les dynamiques émergentes de la société civile et des associations qui sont actives sur le terrain. Et bien entendu, tout cela ne se fera qu'avec la mise à disposition de budgets importants pour la Transition écologique et sociale, ce qui impliquera des réorientations budgétaires, une fiscalité plus juste et une utilisation de tous les moyens financiers à la disposition de l'Etat.

Le moment est historique, les mandataires politiques seront-ils à la hauteur de l'enjeu et montreront-ils la voie à suivre à ceux du monde entier ?

